

CENTRAIDE DES RÉGIONS DU CENTRE-OUEST DU QUÉBEC

**ÉTATS FINANCIERS
30 JUIN 2022**

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux administrateurs de
CENTRAIDE DES RÉGIONS DU CENTRE-OUEST DU QUÉBEC

Opinion avec réserve

Nous avons effectué l'audit des états financiers de CENTRAIDE DES RÉGIONS DU CENTRE-OUEST DU QUÉBEC (l'« organisme »), qui comprennent l'état de la situation financière au 30 juin 2022, et les états des résultats, de l'évolution de l'actif net et des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, à l'exception des incidences du problème décrit dans la section « Fondement de l'opinion avec réserve » de notre rapport, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de l'organisme au 30 juin 2022, ainsi que des résultats de ses activités et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif.

Fondement de l'opinion avec réserve

Comme nombre d'organismes sans but lucratif, l'organisme tire des produits de collecte et de dons dont il n'est pas possible d'auditer l'intégralité de façon satisfaisante. Par conséquent, notre audit de ces produits s'est limité aux montants inscrits dans les comptes de l'organisme et nous n'avons pas pu déterminer si des ajustements devaient être apportés aux montants des produits de collecte et de dons, de l'excédent (insuffisance) des produits sur les charges, des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation pour les exercices clos le 30 juin 2022 et le 30 juin 2021, de l'actif à court terme au 30 juin 2022 et au 30 juin 2021, et des actifs nets au 30 juin 2022, au 30 juin 2021 et au 1er juillet 2020. Nous avons exprimé par conséquent, une opinion d'audit avec réserve sur les états financiers de l'exercice clos le 30 juin 2021, en raison des incidences possibles de cette limitation de l'étendue des travaux.

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'organisme conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit avec réserve.

Questions clés de l'audit

Exception faite de la question dans la section « Fondement de l'opinion avec réserve », nous avons déterminé qu'il n'y avait aucune autre question clé de l'audit à communiquer dans notre rapport.

Les questions clés de l'audit sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes dans l'audit des états financiers de la période considérée. Ces questions ont été traitées dans le contexte de notre audit des états financiers pris dans leur ensemble et aux fins de la formation de notre opinion sur ceux-ci, et nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces questions.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'organisme à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'organisme ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'organisme.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'organisme;

- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'organisme à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'organisme à cesser son exploitation;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Groupe RDL Victoriaville SENCRL¹

Victoriaville
Le 9 février 2023

¹ Par Joël Minville, CPA auditeur

CENTRAIDE DES RÉGIONS DU CENTRE-OUEST DU QUÉBEC

Résultats

Pour l'exercice clos le 30 juin

2022

2021

| | Fonds d'opérations | Fonds des immobilisations | Fonds d'urgence | Fonds de prévoyance | Fonds de transformation | Fonds de dotation | Total | Total |
|--|-----------------------|------------------------------|--------------------|------------------------|----------------------------|----------------------|--------------|--------------|
| PRODUITS | | | | | | | | |
| Produits de la collecte de fonds - Régulière | 6 582 559 \$ | - \$ | 57 690 \$ | - \$ | - \$ | - \$ | 6 640 249 \$ | 5 958 396 \$ |
| Produits de la collecte de fonds - Non-récurrent | - | - | - | - | - | - | - | 5 563 023 |
| Moins : Dons irrécouvrables | (236 538) | - | - | - | - | - | (236 538) | (224 683) |
| Produit net de la campagne | 6 346 021 | - | 57 690 | - | - | - | 6 403 711 | 11 296 736 |
| Autres produits : | | | | | | | | |
| Revenus (perte) de placements - Non réalisés | (310 183) | - | - | - | - | - | (310 183) | 46 577 |
| Dons, partenariat et subventions | 316 797 | - | - | - | - | - | 316 797 | 23 161 |
| Subventions gouvernementales | 138 098 | - | - | - | - | - | 138 098 | 648 484 |
| Location | - | 30 740 | - | - | - | - | 30 740 | 46 179 |
| Autres revenus | - | 9 928 | - | - | - | - | 9 928 | 15 993 |
| | 144 712 | 40 668 | - | - | - | - | 185 380 | 780 394 |
| | 6 490 733 | 40 668 | 57 690 | - | - | - | 6 589 091 | 12 077 130 |
| CHARGES | | | | | | | | |
| Frais de campagne et fonctionnement | 1 368 851 | - | - | - | - | - | 1 368 851 | 1 169 089 |
| Frais d'opérations | - | 44 892 | - | - | - | - | 44 892 | 44 856 |
| Amortissement (annexe B) | - | 61 574 | - | - | - | - | 61 574 | 57 066 |
| | 1 368 851 | 106 466 | - | - | - | - | 1 475 317 | 1 271 011 |
| Produits nets disponibles aux fins de soutien des programmes | 5 121 882 | - | 57 690 | - | - | - | 5 179 572 | 10 851 934 |
| Attribution des fonds | 4 583 693 | - | 57 190 | - | - | - | 4 640 883 | 8 504 460 |
| Soutien aux organismes et autres interventions communautaires | 845 036 | - | - | - | - | - | 845 036 | 793 884 |
| | 5 428 729 | - | 57 190 | - | - | - | 5 485 919 | 9 298 344 |
| EXCÉDENT (INSUFFISANCE) DES PRODUITS SUR LES CHARGES D'EXPLOITATION | | | | | | | | |
| | (306 847) | (65 798) | 500 | - | - | - | (372 145) | 1 507 775 |
| GAIN SUR CESSION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES | | | | | | | | |
| | - | - | - | - | - | - | - | 195 651 |
| EXCÉDENT (INSUFFISANCE) DES PRODUITS SUR LES CHARGES | | | | | | | | |
| | (306 847) \$ | (65 798) \$ | 500 \$ | - \$ | - \$ | - \$ | (372 145) \$ | 1 703 426 \$ |

CENTRAIDE DES RÉGIONS DU CENTRE-OUEST DU QUÉBEC
Évolution de l'actif net
Pour l'exercice clos le 30 juin

2022 **2021**

| | Fonds d'opérations | Fonds des immobilisations | Fonds d'urgence | Fonds de prévoyance | Fonds de transformation | Fonds de dotation | Total | Total |
|---|-----------------------|------------------------------|--------------------|------------------------|----------------------------|----------------------|---------------------|---------------------|
| SOLDE AU DÉBUT | 1 577 398 \$ | 480 455 \$ | - \$ | 520 000 \$ | 250 000 \$ | 375 000 \$ | 3 202 853 \$ | 1 499 427 \$ |
| Excédent (insuffisance) des produits sur les charges | (306 847) | (65 798) | 500 | - | - | - | (372 145) | 1 703 426 |
| Virement interfonds | (28 954) | 29 454 | (500) | - | - | - | - | - |
| SOLDE À LA FIN | 1 241 597 \$ | 444 111 \$ | - \$ | 520 000 \$ | 250 000 \$ | 375 000 \$ | 2 830 708 \$ | 3 202 853 \$ |

CENTRAIDE DES RÉGIONS DU CENTRE-OUEST DU QUÉBEC

État de la situation financière

Au 30 juin

2022

2021

| | Fonds d'opérations | Fonds des immobilisations | Fonds d'urgence | Fonds de prévoyance | Fonds de transformation | Fonds de dotation | Total | Total |
|--|-----------------------|------------------------------|--------------------|------------------------|----------------------------|----------------------|----------------------|---------------------|
| ACTIF | | | | | | | | |
| ACTIF À COURT TERME | | | | | | | | |
| Trésorerie | 3 714 483 \$ | - \$ | - \$ | - \$ | - \$ | - \$ | 3 714 483 \$ | 4 627 181 \$ |
| Débiteurs (note 3) | 2 145 647 | - | - | - | - | - | 2 145 647 | 1 909 438 |
| Placements temporaires, portant intérêts à des taux variant de 0,25 % à 2 % | 2 348 288 | - | - | - | - | - | 2 348 288 | 614 030 |
| Créances interfonds | - | - | - | 520 000 | 250 000 | 375 000 | 1 145 000 | 1 145 000 |
| Subvention | - | - | - | - | - | - | - | 213 944 |
| Frais payés d'avance | - | - | - | - | - | - | - | 5 568 |
| | 8 208 418 | - | - | 520 000 | 250 000 | 375 000 | 9 353 418 | 8 515 161 |
| PLACEMENT (note 4) | 264 451 | - | - | - | - | - | 264 451 | 23 822 |
| IMMOBILISATIONS CORPORELLES (note 5) | - | 510 636 | - | - | - | - | 510 636 | 550 870 |
| IMMOBILISATIONS CORPORELLES DESTINÉES À LA VENTE | - | - | - | - | - | - | - | - |
| ACTIFS INCORPORELS (note 6) | - | 27 563 | - | - | - | - | 27 563 | 33 601 |
| | 8 472 869 \$ | 538 199 \$ | - \$ | 520 000 \$ | 250 000 \$ | 375 000 \$ | 10 156 068 \$ | 9 123 454 \$ |

Pour le conseil d'administration :

 , administrateur

 , administrateur

CENTRAIDE DES RÉGIONS DU CENTRE-OUEST DU QUÉBEC

État de la situation financière

Au 30 juin

2022

2021

| | Fonds d'opérations | Fonds des immobilisations | Fonds d'urgence | Fonds de prévoyance | Fonds de transformation | Fonds de dotation | Total | Total |
|---|-----------------------|------------------------------|--------------------|------------------------|----------------------------|----------------------|----------------------|--------------|
| PASSIF | | | | | | | | |
| PASSIF À COURT TERME | | | | | | | | |
| Créditeurs (note 8) | 576 123 \$ | - \$ | - \$ | - \$ | - \$ | - \$ | 576 123 \$ | 495 835 \$ |
| Attributions des fonds | 4 462 820 | - | - | - | - | - | 4 462 820 | 3 421 252 |
| Produits reportés | 1 044 129 | - | - | - | - | - | 1 044 129 | 355 980 |
| Apports reportés (note 9) | 3 200 | - | - | - | - | - | 3 200 | 398 518 |
| Créances interfonds | 1 145 000 | - | - | - | - | - | 1 145 000 | 1 145 000 |
| | 7 231 272 | - | - | - | - | - | 7 231 272 | 5 816 585 |
| APPORTS REPORTÉS AFFÉRENTS AUX | | | | | | | | |
| IMMOBILISATIONS CORPORELLES (note 10) | - | 94 088 | - | - | - | - | 94 088 | 104 016 |
| | 7 231 272 | 94 088 | - | - | - | - | 7 325 360 | 5 920 601 |
| ACTIF NET | | | | | | | | |
| Affecté | - | - | - | 520 000 | 250 000 | 375 000 | 1 145 000 | 1 145 000 |
| Investi en immobilisations corporelles et actifs incorporels | - | 444 111 | - | - | - | - | 444 111 | 480 455 |
| Non affecté | 1 241 597 | - | - | - | - | - | 1 241 597 | 1 577 398 |
| | 1 241 597 | 444 111 | - | 520 000 | 250 000 | 375 000 | 2 830 708 | 3 202 853 |
| | 8 472 869 \$ | 538 199 \$ | - \$ | 520 000 \$ | 250 000 \$ | 375 000 \$ | 10 156 068 \$ | 9 123 454 \$ |

CENTRAIDE DES RÉGIONS DU CENTRE-OUEST DU QUÉBEC

Flux de trésorerie

Pour l'exercice clos le 30 juin

2022

2021

| | Fonds d'opérations | Fonds des immobilisations | Fonds d'urgence | Fonds de prévoyance | Fonds de transformation | Fonds de dotation | Total | Total |
|---|-----------------------|------------------------------|--------------------|------------------------|----------------------------|----------------------|--------------|--------------|
| ACTIVITÉS D'EXPLOITATION | | | | | | | | |
| Excédent des produits sur les charges | (306 847) \$ | (65 798) \$ | 500 \$ | - \$ | - \$ | - \$ | (372 145) \$ | 1 703 426 \$ |
| Ajustements pour : | | | | | | | | |
| Amortissement des immobilisations corporelles | - | 55 537 | - | - | - | - | 55 537 | 50 446 |
| Amortissement des apports reportés afférents aux immobilisations corporelles | - | (9 928) | - | - | - | - | (9 928) | (9 928) |
| Amortissement des actifs incorporels | - | 6 037 | - | - | - | - | 6 037 | 6 620 |
| Gain sur cession d'immobilisations corporelles | - | - | - | - | - | - | - | (195 651) |
| | (306 847) | (14 152) | 500 | - | - | - | (320 499) | 1 554 913 |
| Variation nette des éléments hors trésorerie liés au fonctionnement : | | | | | | | | |
| Débiteurs | (236 209) | - | - | - | - | - | (236 209) | (296 840) |
| Placements temporaires | (1 734 258) | - | - | - | - | - | (1 734 258) | (63 532) |
| Subvention | 213 944 | - | - | - | - | - | 213 944 | (213 944) |
| Frais payés d'avance | 5 568 | - | - | - | - | - | 5 568 | (5 568) |
| Créditeurs | 80 288 | - | - | - | - | - | 80 288 | 60 465 |
| Attributions des fonds | 1 041 568 | - | - | - | - | - | 1 041 568 | 289 030 |
| Produits reportés | 688 149 | - | - | - | - | - | 688 149 | (1 735 590) |
| Apports reportés | (395 318) | - | - | - | - | - | (395 318) | (3 191 477) |
| | (336 268) | - | - | - | - | - | (336 268) | (5 157 456) |
| | (643 115) | (14 152) | 500 | - | - | - | (656 767) | (3 602 543) |

CENTRAIDE DES RÉGIONS DU CENTRE-OUEST DU QUÉBEC

Flux de trésorerie

Pour l'exercice clos le 30 juin

2022

2021

| | Fonds d'opérations | Fonds des mobilisations | Fonds d'urgence | Fonds de prévoyance | Fonds de transformation | Fonds de dotation | Total | Total |
|---|-----------------------|----------------------------|--------------------|------------------------|----------------------------|----------------------|---------------------|--------------|
| ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT | | | | | | | | |
| Variation nette du placement | (240 629) | - | - | - | - | - | (240 629) | 33 286 |
| Acquisition d'immobilisations corporelles | - | (15 302) | - | - | - | - | (15 302) | (9 234) |
| Produit de la cession d'immobilisations corporelles | - | - | - | - | - | - | - | 295 000 |
| | (240 629) | (15 302) | - | - | - | - | (255 931) | 319 052 |
| ACTIVITÉ DE FINANCEMENT | | | | | | | | |
| Virement interfonds | (28 954) | 29 454 | (500) | - | - | - | - | - |
| | (28 954) | 29 454 | (500) | - | - | - | - | - |
| AUGMENTATION NETTE DE LA TRÉSORERIE | (912 698) | - | - | - | - | - | (912 698) | (3 283 491) |
| TRÉSORERIE AU DÉBUT | 4 627 181 | - | - | - | - | - | 4 627 181 | 7 910 672 |
| TRÉSORERIE À LA FIN | 3 714 483 \$ | - \$ | - \$ | - \$ | - \$ | - \$ | 3 714 483 \$ | 4 627 181 \$ |

1. STATUTS ET NATURE DES ACTIVITÉS

L'organisme est constitué en vertu de la Partie III de la Loi sur les compagnies (Québec) et est, par conséquent, exempté des impôts sur le revenu. Il s'agit d'un organisme de bienfaisance au sens de la Loi de l'impôt sur le revenu et a pour objectif de recueillir des fonds pour le support financier d'organismes bénévoles et communautaires.

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

L'organisme applique les normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif de la Partie III du Manuel de CPA Canada – Comptabilité.

Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers exige que la direction procède à des estimations et pose des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés au titre des actifs et des passifs et sur les montants comptabilisés au titre des produits et des charges pour les exercices visés. Les principales estimations portent sur la provision pour dons irrécouvrables, la dépréciation des actifs financiers et la durée de vie utile des immobilisations corporelles et des actifs incorporels amortissables.

Comptabilité par fonds

Fonds d'opérations

Le fonds d'opérations regroupe les activités courantes de fonctionnement de l'organisme. Le solde du fonds représente les sommes disponibles pour les opérations des prochains exercices.

Fonds des immobilisations

Le fonds des immobilisations présente les actifs, les passifs, les produits et les charges afférents aux immobilisations corporelles et aux actifs incorporels.

Fonds d'urgence

Le fonds d'urgence a été constitué afin d'assurer des fonds supplémentaires suite à la nouvelle pandémie mondiale due au nouveau coronavirus (COVID-19).

Fonds de prévoyance

Le fonds de prévoyance a été constitué afin d'assurer une stabilité de financement aux organismes associés contre toute baisse soudaine ou progressive des résultats de campagne de financement, à satisfaire aux besoins urgents de la communauté et à répondre aux besoins jugés prioritaires qui sont approuvés par le conseil administration. Il varie en fonction des contributions du fonds d'opérations. La décision de contribuer à ce fonds est revue annuellement en fonction des résultats financiers. Le solde du fonds ne peut excéder 10 % du montant de la campagne de l'exercice précédent.

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

Comptabilité par fonds (suite)

Fonds de transformation

Le fonds de transformation a été constitué à partir de nos actifs nets non grevé d'affectation pour soutenir financièrement le développement de projet numérique, stratégique ou opérationnel visant à être une organisation souple, agile et performante.

Fonds de dotation

Le fonds de dotation regroupe tous les dons désignés ainsi par les donateurs dont l'objectif initial est de préserver le capital afin que les produits nets de placements soient dédiés à la campagne annuelle de l'organisme ou de toute autre manière déterminée par le conseil d'administration. Le conseil d'administration peut aussi assigner des sommes à ce fonds lorsque celles-ci sont générées à partir d'opérations extraordinaires comme par exemple un legs sans assignation de la part du donateur ou une vente d'immobilisation.

Constatation des produits

Apports

L'organisme applique la méthode du report pour comptabiliser les apports. Les apports affectés sont constatés à titre de produits de l'exercice au cours duquel les charges connexes sont engagées. Les apports non affectés sont constatés à titre de produits lorsqu'ils sont reçus ou à recevoir si le montant à recevoir peut faire l'objet d'une estimation raisonnable et que sa réception est raisonnablement assurée. Les apports reçus à titre de dotations sont constatés à titre d'augmentations directes de l'actif net au cours de l'exercice.

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

Ventilation des charges

Les charges comptabilisées à l'état des résultats sont réparties de la façon suivante :

| | Frais de campagne et de fonctionnement | Soutien aux organismes et autres interventions communautaires |
|--------------------|--|---|
| Campagne annuelle | 100 % | |
| Allocation | | 100 % |
| Communication | 40 % | 60 % |
| Direction générale | 60 % | 40 % |
| Administration | 75 % | 25 % |

Services rendus à titre bénévole

Les bénévoles consacrent plusieurs heures par année à aider l'organisme à assurer la prestation de ses services dans les diverses sections de l'organisme. En raison de la difficulté à déterminer la juste valeur des apports reçus sous forme de services, ceux-ci ne sont pas constatés dans les états financiers.

Instruments financiers

Évaluation initiale et ultérieure

L'organisme évalue initialement ses actifs financiers et ses passifs financiers à la juste valeur, sauf dans le cas de certaines opérations entre apparentés qui sont évaluées à la valeur comptable ou à la valeur d'échange selon le cas.

Il évalue ultérieurement tous ses actifs financiers et ses passifs financiers au coût ou au coût après amortissement.

Les actifs financiers évalués au coût après amortissement selon la méthode linéaire se composent de la trésorerie, des débiteurs et du placement.

Les actifs financiers évalués à la juste valeur se composent des fonds mutuels.

Coûts de transaction

L'organisme comptabilise ses coûts de transaction dans les résultats de l'exercice où ils sont engagés dans le cas des instruments financiers qui sont évalués ultérieurement à la juste valeur. Les coûts de transaction relatifs à des instruments financiers évalués ultérieurement au coût après amortissement sont comptabilisés au coût initial de l'actif ou du passif financier et comptabilisés aux résultats sur la durée de l'instrument selon la méthode de l'amortissement linéaire.

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

Instrument financiers (suite)

Dépréciation

En ce qui a trait aux actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement, l'organisme détermine s'il existe des indications d'une possible dépréciation. Dans l'affirmative, et si l'organisme détermine qu'il y a eu au cours de l'exercice un changement défavorable important dans le calendrier ou le montant prévu des flux de trésorerie futurs, une réduction de valeur est comptabilisée aux résultats. Une moins-value déjà comptabilisée peut faire l'objet d'une reprise de valeur. La valeur comptable de l'actif financier ne peut être supérieure à ce qu'elle aurait été à la date de reprise de valeur si la moins-value n'avait jamais été comptabilisée. La reprise de valeur est comptabilisée aux résultats.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût. Elles sont amorties en fonction de leur durée de vie utile estimative selon les méthodes, les taux et les périodes indiqués ci-dessous :

| | Méthodes | Taux et périodes |
|-----------------------|-----------|------------------|
| Bâtiments | Linéaire | 20 ans et 40 ans |
| Matériel informatique | Dégressif | 15 % et 30 % |
| Mobilier de bureau | Dégressif | 20 % |

Actifs incorporels

Les logiciels sont comptabilisés au coût. Ils sont amortis en fonction de leur durée de vie utile estimative selon la méthode de l'amortissement linéaire sur une période de 10 ans.

Dépréciation d'actifs à long terme

Les immobilisations corporelles et les actifs incorporels amortissables sont soumis à un test de recouvrabilité lorsque des événements ou des changements de situation indiquent que leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. Une perte de valeur est comptabilisée lorsque leur valeur comptable excède les flux de trésorerie non actualisés découlant de leur utilisation et de leur sortie éventuelle. La perte de valeur comptabilisée est mesurée comme étant l'excédent de la valeur comptable de l'actif sur sa juste valeur.

CENTRAIDE DES RÉGIONS DU CENTRE-OUEST DU QUÉBEC**Notes complémentaires****Au 30 juin 2022****3. DÉBITEURS**

| | 2022 | 2021 |
|--|---------------------|--------------|
| Clients et campagne de financement | 2 345 382 \$ | 2 122 562 \$ |
| Provision pour dons irrécouvrables | (237 575) | (224 683) |
| | 2 107 807 | 1 897 879 |
| Taxe de vente et taxe sur les produits et services | 37 840 | 11 559 |
| | 2 145 647 \$ | 1 909 438 \$ |

4. PLACEMENT

| | 2022 | 2021 |
|---|-------------------|-----------|
| Dépôts à terme, portants intérêts à des taux variant de 0,25 % à 2 %, échéant de juillet 2023 à juillet 2026 | 264 451 \$ | 23 822 \$ |

5. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

| | 2022 | 2021 | | |
|-------------------------|---------------------|-----------------------------|---------------------|--------------|
| | Coût | Amortissement cumulé | Valeur nette | Valeur nette |
| Terrain | 67 303 \$ | - \$ | 67 303 \$ | 67 302 \$ |
| Améliorations locatives | 2 333 | 2 333 | - | - |
| Bâtiments | 839 748 | 447 688 | 392 060 | 430 120 |
| Matériel informatique | 189 600 | 149 322 | 40 278 | 36 501 |
| Mobilier de bureau | 219 908 | 208 913 | 10 995 | 16 947 |
| | 1 318 892 \$ | 808 256 \$ | 510 636 \$ | 550 870 \$ |

6. ACTIFS INCORPORELS

| | 2022 | 2021 | | |
|-----------|------------------|-----------------------------|---------------------|--------------|
| | Coût | Amortissement cumulé | Valeur nette | Valeur nette |
| Logiciels | 79 956 \$ | 52 392 \$ | 27 564 \$ | 33 601 \$ |

CENTRAIDE DES RÉGIONS DU CENTRE-OUEST DU QUÉBEC

Notes complémentaires

Au 30 juin 2022

7. EMPRUNT BANCAIRE

L'emprunt bancaire autorisé au montant de 200 000 \$, portant intérêts au taux préférentiel plus 0,9 %, est garanti par un placement temporaire au montant de 200 000 \$. L'emprunt bancaire est renégociable annuellement.

8. CRÉDITEURS

| | 2022 | 2021 |
|--|-------------------|-------------------|
| Fournisseurs | 266 288 \$ | 195 721 \$ |
| Salaires, vacances et charges sociales | 196 789 | 191 385 |
| Autres | 113 046 | 108 729 |
| | 576 123 \$ | 495 835 \$ |

9. APPORTS REPORTÉS

Les apports reportés représentent des ressources non dépensées reçues au cours de l'exercice qui, en vertu d'affectations externes, sont destinés à couvrir les charges de fonctionnement de l'exercice subséquent de divers projets. Les variations survenues dans le solde des apports reportés sont les suivantes :

| | 2022 | 2021 |
|--|-----------------|-------------------|
| Solde au début | 398 518 \$ | 3 589 995 \$ |
| Plus : Montant encaissé | - | 755 402 |
| | 398 518 | 4 345 397 |
| Moins : Montant constaté à titre de produits | (126 800) | (649 347) |
| Moins : Montant remboursé aux organismes (a) | (268 518) | (3 297 532) |
| Solde à la fin | 3 200 \$ | 398 518 \$ |

- a) Le Comité régional en développement social du Centre-du-Québec s'est incorporé le 15 décembre 2020. Ces activités ont commencé officiellement le 1er avril 2021. Suite à l'incorporation, Centraide n'est plus fiduciaire de cet organisme et a donc remis l'entièreté de leurs fonds à cette nouvelle entité.

CENTRAIDE DES RÉGIONS DU CENTRE-OUEST DU QUÉBEC

Notes complémentaires

Au 30 juin 2022

10. APPORTS REPORTÉS AFFÉRENTS AUX IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les apports reportés afférents aux immobilisations corporelles représentent des apports reçus sous forme d'immobilisations corporelles et des apports affectés ayant servi à l'acquisition de l'un des bâtiments de l'organisme. Les variations survenues dans le solde des apports reportés sont les suivantes :

| | 2022 | 2021 |
|-----------------------------|------------|------------|
| Solde au début | 104 016 \$ | 113 944 \$ |
| Amortissement de l'exercice | (9 928) | (9 928) |
| Solde à la fin | 94 088 \$ | 104 016 \$ |

11. INSTRUMENTS FINANCIERS

Risques financiers

L'organisme, par le biais de ses instruments financiers, est exposé à divers risques, sans pour autant être exposé à des concentrations de risque. Les principaux sont détaillés ci-après.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que l'organisme éprouve des difficultés à honorer des engagements liés à ses passifs financiers. L'organisme est exposé à ce risque principalement à l'égard de ses créiteurs et de ses attributions de fonds.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un actif financier manque à l'une de ses obligations et amène de ce fait l'organisme à subir une perte financière. Le risque de crédit pour l'organisme est principalement lié aux débiteurs et au placement.

L'organisme consent du crédit à ses clients dans le cours normal de ses activités. Il maintient des provisions pour pertes potentielles sur créances, lesquelles, une fois matérialisées, respectent les prévisions de la direction. L'organisme n'exige généralement pas de caution.

Pour les subventions à recevoir, l'organisme évalue, de façon continue, les montants à recevoir sur la base des montants dont il a la quasi-certitude de recevoir en s'appuyant sur leur valeur de réalisation estimative.

Risque de marché

Le risque de marché est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs des instruments financiers fluctuent en raison de variations des prix du marché. Certains instruments financiers de l'organisme l'exposent à ce risque qui se compose du risque de change, du risque de taux d'intérêt et du risque de prix autre.

CENTRAIDE DES RÉGIONS DU CENTRE-OUEST DU QUÉBEC

Notes complémentaires

Au 30 juin 2022

11. INSTRUMENTS FINANCIERS (suite)

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations de taux d'intérêt. L'organisme est exposé au risque de taux d'intérêt en ce qui concerne ses instruments financiers à taux d'intérêt variable. Les instruments à taux variables assujettissent l'organisme à des fluctuations des flux de trésorerie futurs connexes.

12. ENGAGEMENT

L'engagement pris par l'organisme en vertu de baux venant à échéance de février 2023 à novembre 2032 totalise 368 476 \$ et les versements à effectuer au cours des prochains exercices sont les suivants :

| | |
|--------|------------|
| 2023 | 53 407 \$ |
| 2024 | 48 193 \$ |
| 2025 | 49 083 \$ |
| 2026 | 27 543 \$ |
| 2027 | 28 094 \$ |
| Autres | 162 156 \$ |

L'engagement pris par l'organisme en vertu d'une entente de financement de la ligne 211 pour les exercices 2022-2023 à 2027-2028 totalise 397 468 \$ et les versements à effectuer au cours des prochains exercices sont les suivants :

| | |
|--------|-----------|
| 2023 | 58 245 \$ |
| 2024 | 63 354 \$ |
| 2025 | 65 522 \$ |
| 2026 | 67 765 \$ |
| 2027 | 70 088 \$ |
| Autres | 72 494 \$ |

13. CHIFFRES COMPARATIFS

Certains chiffres de l'exercice 2021 ont été reclassés afin de rendre leur présentation identique à celle de l'exercice 2022.

CENTRAIDE DES RÉGIONS DU CENTRE-OUEST DU QUÉBEC
Renseignements complémentaires
Pour l'exercice clos le 30 juin 2022

ANNEXE A - VENTILATION DES CHARGES

| | 2022 | | 2021 | |
|-------------------|--|---|--------------|--------------|
| | Frais de campagne et de fonctionnement | Soutien aux organismes et autres interventions communautaires | Total | Total |
| Campagne annuelle | 702 400 \$ | - \$ | 702 400 \$ | 574 647 \$ |
| Allocation | - | 469 018 | 469 018 | 444 133 |
| Communication | 81 541 | 122 312 | 203 853 | 199 233 |
| Direction | 176 212 | 117 474 | 293 686 | 293 338 |
| Administration | 408 698 | 136 232 | 544 930 | 451 622 |
| | 1 368 851 \$ | 845 036 \$ | 2 213 887 \$ | 1 962 973 \$ |

ANNEXE B - AMORTISSEMENT

| | | |
|---|------------------|-----------|
| Amortissement des immobilisations corporelles | 55 537 \$ | 50 446 \$ |
| Amortissement des actifs incorporels | 6 037 | 6 620 |
| | 61 574 \$ | 57 066 \$ |